

15.05.18

La fin d'ETA

Une nouvelle ère commence pour la lutte du peuple basque

« *ETA a décidé de mettre fin à son cycle historique et a dissous complètement toutes ses structures* » : la déclaration d'ETA à travers une vidéo rendue publique au Centre Henri Dunant pour le Dialogue Humanitaire à Genève, siège de la Croix Rouge, signe la fin d'une époque.

« *Cette ultime décision, nous l'avons adoptée pour favoriser une nouvelle étape historique. ETA est née du peuple et à présent elle se dissout en lui.* »

Ainsi se conclut la communication qui met un point final à une Histoire commencée le 31 juillet 1959, en plain franquisme. Une page de l'Histoire du peuple basque s'est tournée ce 2 mai 2018. Mais le combat d'Euskal Herria, la nation basque aux sept provinces, trois dans la Communauté Autonome [Gipuzkoa, Biskaia, Araba], la Navarre [Nafarroa] et trois en France [Labourd/Lapurdi, Basse Navarre/Benaffaroa, Soule/Zuberoa] continue pour la reconnaissance des droits du Peuple Basque en Europe.

La fin d'ETA est à l'ordre du jour depuis 2010, date d'un « cessez-le-feu » décidé par l'organisation clandestine qui, depuis cette date n'avait plus repris les armes avant de se dissoudre définitivement huit ans plus tard. En 2011, la Conférence d'Aiete avait mobilisé tout un comité international autour de personnalités fortes et incontestables comme Kofi Annan, ancien Secrétaire Général de l'ONU, Brian Currin, expert des questions internationales impliqué dans la gestion de la réconciliation post-apartheid en Afrique du Sud, l'ancien ministre français de l'intérieur Pierre Joxe, et plusieurs personnalités qui avaient joué un rôle éminent dans la solution du conflit en Irlande du Nord trois ans plus tôt : les dirigeants du Sinn Fein, dont Gerry Adams, le Président de l'Irlande au moment de la signature des accords du vendredi saint en 1998, Bertie Ahern, et celui qui avait mené cette négociation au nom de l'Etat britannique, en tant que conseiller de Tony Blair, Jonathan Powell.

La conférence d'Aiete a ainsi permis la création d'un groupe de contrôle international qui a assuré « la mise en œuvre d'un contrôle permanent, général et vérifiable » des engagements qu'ETA acceptait de prendre en vue de son désarmement et la cessation définitive de ses activités. Ce « groupe de haut niveau » n'a eu de cesse que d'obtenir des gestes de réciprocité de la part de l'Etat espagnol, sur le sort des prisonniers politiques toujours éparpillés le plus loin possible de leurs domiciles, et sur une négociation, éventuellement secrète, pour faciliter le processus de paix. En vain : l'Espagne,

contrairement au Royaume Uni, a fait montre d'une fermeture totale, rendant la progression du processus plus difficile, plus longue et plus dangereuse.

C'est ce qu'ont déploré à Cambo, en Pays Basque Nord, les intervenants de la réunion organisée pour prendre acte de la fin d'ETA et de l'engagement définitif du mouvement abertzale dans une démarche pacifique et démocratique. Brian Currin, Jonathan Powell ou Gerry Adams étaient présents. L'ensemble des mouvements de la gauche abertzale étaient représentés, et aussi le PNV, la formation qui dirige l'autonomie basque au Sud, et, seule force de l'échiquier politique espagnol à avoir fait l'effort d'un dialogue, Podemos.

Brian Currin s'est exprimé au nom du groupe international de contrôle qui s'est mobilisé à toutes les étapes du processus, et notamment qui a joué un rôle actif dans le démantèlement des huit caches d'armes que l'organisation basque avait disséminées en territoire français. Il a apporté cette caution collective pour en attester : « La dissolution d'ETA est définitive. Elle est le fruit du dialogue. Dommage que les gouvernements espagnol et français ne se soient pas associés. Mais le parcours est achevé. »

Désormais une nouvelle ère commence pour la lutte du peuple basque. La violence le divisait. L'heure est désormais au rassemblement de toutes ses forces vives dans une démarche démocratique d'autodétermination.